

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUIN 2025

**Présents :** Mesdames Léonie FERRAN, Jeanine MASSIERA, Messieurs Emile GIOVANNESCHI, Stéphane LEOPOLD, Jean-Paul MANDINE, Jérôme MANSON, Pierre TARDIEU.

**Représentés :** Monsieur Frédéric AUZIAS par Monsieur Jean-Paul MANDINE, Madame Marie FINAL par Madame Jeanine MASSIERA, Monsieur Bernard PUVEREL représenté par Monsieur Pierre TARDIEU.

**Secrétaire de séance :** Monsieur Jérôme MANSON.

La séance est ouverte à 18 h.

### **1/ Approbation du procès-verbal de la séance du 28 mars 2025**

Après lecture par le Maire, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

### **2/ Convention avec le SICTIAM relative à la mise en conformité du RGPD**

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal qu'il convient de sécuriser les données informatiques et papiers et de respecter l'obligation réglementaire, de se protéger des cyberattaques et de la perte de données.

Il propose d'adhérer au SICTIAM pour la protection des données (RGPD) et de nommer un délégué à la protection des données.

La mise en œuvre de l'opération s'élève à 1330,00 € TTC avec une maintenance annuelle de 400,00 €.

Monsieur Pierre Tardieu est désigné comme délégué à la protection des données.

**Adopté à l'unanimité.**

### **3/ Demande de subvention dans le cadre des amendes de Police**

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que la commune est éligible, au titre de l'année 2025 à une dotation issue de la répartition des amendes de police liées à la circulation routière. Il rappelle que cette aide est destinée à financer des équipements de sécurité et d'aménagements en agglomération.

Dans ce cadre, il propose l'acquisition de panneaux de signalisation à visée sécuritaire pour un montant total de 5 000,00 € HT.

Le financement demandé au conseil départemental au titre des amendes de police correspond à 30 % du montant HT de la dépense.

**Adopté à l'unanimité.**

### **4/ Demande de subvention pour le PIDA**

Le Maire rappelle au conseil que la Commune d'Entraunes a signé le 17 décembre 2002 avec le Département des Alpes Maritimes une convention relative à la mise en œuvre du P.I.D.A. pour la protection de la R.D. 2202 contre les avalanches entre Entraunes et Estenc.

Un marché pluriannuel à bons de commandes a été notifié à l'entreprise COZZI (Colas Midi-Méditerranée).

Conformément à cette réglementation, le maire donne connaissance des prestations de l'entreprise Cozzi dans le cadre du marché à bons de commande 2020-2026 pour la saison 2024-2025 pour un montant total de 43 320,00 € TTC.

Il propose à l'assemblée de solliciter l'octroi de la subvention correspondante soit 43 320,00 €.

**Adopté à l'unanimité.**

#### **5/ Demande de subvention pour le déneigement**

Le Maire expose à l'Assemblée que le Département des Alpes Maritimes reconduit l'aide de 70% pour le déneigement des voies communales sous réserve de l'approbation d'une délibération du conseil municipal portant sur la demande de subvention ainsi que sur la production des factures des entreprises.

Conformément à cette réglementation, le Maire donne connaissance des prestations effectuées par l'entreprise Degioanni dans le cadre du marché à bons de commande 2020-2026 pour la saison 2024 -2025 pour un montant total de 22 753,50 € TTC.

Il propose à l'assemblée de solliciter l'octroi de la subvention correspondante soit 15 927,45 €.

**Adopté à l'unanimité.**

#### **6/ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables**

Le Maire présente et propose d'admettre en non-valeur les sommes détaillées ci-dessous non susceptibles de recouvrement au chapitre 6542 (créances éteintes) :

TITRE	OBJET	MONTANT
2023T-72019053	Surendettement et décision effacement de dette	225,07 €
2023T-72019052	Surendettement et décision effacement de dette	225,07 €
		<b>450,14 €</b>

**Adopté à l'unanimité.**

#### **7/ Renouvellement d'un contrat à durée déterminée**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que, par délibération n°4 en date du 24 mai 2024, un emploi permanent d'agent administratif polyvalent, susceptible d'être pourvu par un contractuel, a été créé.

Cet emploi a été occupé par Madame Sonia Lair, recrutée par contrat à durée déterminée pour la période allant du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025, à temps complet. Monsieur le Maire propose le renouvellement de ce contrat pour une nouvelle période d'un an, soit du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026.

**Adopté à l'unanimité.**

#### **8/ Création d'un emploi saisonnier**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le Parc national du Mercantour finance un demi-poste sur la saison estivale (juillet-août 2025) pour l'accueil du public dans les locaux de la maison de la Montagne ; locaux qui hébergent le point d'information du PNM.

Afin de renforcer les horaires d'accueil pour cette période touristique et de mutualiser les moyens avec ceux du parc national, le Maire propose que la commune crée un emploi saisonnier à temps non complet - 17h30 par semaine – du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août 2025.

La personne aura pour mission l'accueil du point d'information du parc national, l'information communale et patrimoniale de la commune ainsi que la valorisation des expositions proposées cet été au village.

Monsieur le Maire propose de créer un emploi non permanent pour besoin saisonnier à temps non complet, conformément à l'article 3-1-2° de la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984.

**Adopté à l'unanimité.**

#### **9/ Cession d'une benne**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune dispose d'une benne dont elle n'a plus l'usage, et qu'il est proposé de la revendre.

Il précise que cette benne, appartenant au patrimoine communal, n'est plus utilisée et que sa cession permettrait de dégager de l'espace tout en apportant une recette à la commune. Une estimation de la valeur de la benne a été réalisée, et il est proposé de la céder pour un montant de 1 500 €.

Conformément à l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales, la commune peut procéder à la cession de biens mobiliers devenus sans utilité pour le service public, après délibération du conseil municipal.

**Adopté à l'unanimité.**

#### **10/ Convention avec la CCAA pour l'entretien des locaux de l'école**

Le Maire expose au conseil municipal que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Communauté de Communes Alpes d'Azur est en charge de la compétence Ecoles.

Il convient de renouveler la convention définissant les modalités d'intervention de proximité dans les bâtiments de l'école d'Entraunes.

Le Maire donne lecture de la convention proposée et demande au conseil municipal de l'autoriser à signer ladite convention.

**Adopté à l'unanimité.**

#### **11/ Révision libre des attributions de compensation**

Le Maire rappelle que, depuis le passage en Fiscalité Professionnelle Unique (FPU), chaque commune reçoit une attribution de compensation égale à sa part des produits de la fiscalité des professionnels (CFE, CVAE, IFR, TASCOT). Ceci est la composante dite « fiscale » de l'attribution de compensation. Également chaque transfert de compétences donne lieu à correction des attributions de compensation à hauteur du montant net des charges transférées. Ceci est la composante dite « charge » de l'attribution de compensation.

Ainsi, il rappelle que la CLECT s'est réunie le 18 novembre 2022 afin d'évaluer les charges transférées à la date du transfert des compétences « zone d'activité économique », « mobilité » et « infrastructure de recharge pour véhicules électriques ». Compte-tenu des évolutions des charges nettes observées depuis les transferts de compétence, le Conseil Communautaire a décidé de s'éloigner des conclusions du rapport de la CLECT et de procéder à une révision libre des attributions de compensation, telle que prévue à l'article 1609 nonies C point V 1° bis du Code Général des Impôts.

Aussi, le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver le montant des attributions de compensation résultant de la mise en œuvre de cette révision libre pour l'année 2025, tel que présenté en annexe, pour un montant de 29 580,00 €.

**Adopté à l'unanimité.**

## **12/ Validation de l'adressage communal**

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de cette obligation réglementaire, la commune a sollicité l'expertise de La Poste pour l'accompagner dans la réalisation d'un diagnostic d'adressage.

Ce travail a permis d'établir un état des lieux précis de la situation actuelle, d'identifier les voies non dénommées ou non numérotées, et de proposer une dénomination cohérente et complète de l'ensemble des voies du territoire communal.

Le rapport d'adressage établi par La Poste présente l'ensemble des propositions retenues à l'issue de cette démarche, en concertation avec la commune.

Il est donc proposé au conseil municipal de valider ce rapport, afin de permettre la mise en œuvre effective de l'adressage et de répondre ainsi aux obligations légales.

**Adopté à l'unanimité.**

## **13/ Autorisation pour le lancement du marché : aménagement de l'espace du Bourdous**

Vu la délibération n°3 du 26 juillet 2024 relative au projet d'aménagement de l'espace du Bourdous, actant le principe de réalisation du projet et sollicitant les subventions correspondantes ;

Vu les notifications d'acceptation des subventions obtenues pour ce projet ;

Considérant qu'il convient désormais de lancer la procédure de consultation pour la réalisation des travaux ;

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser le Maire à engager les démarches nécessaires à la passation du marché public, à signer les pièces administratives afférentes à cette procédure, et à conclure le marché avec le ou les prestataires retenus.

**Adopté à l'unanimité.**

## **14/ Autorisation pour le lancement du marché : auberge communale**

Vu les délibérations n°2, 3 et 4 en date du 20 février 2025, portant sur le projet global de reviviscence du cœur de village dans le cadre du dispositif « Villages d'Avenir », et relatives :

- Le réaménagement du rez-de-chaussée et de la terrasse de l'auberge communale ;

lesquelles actent le principe de réalisation de ces opérations et sollicitent les subventions nécessaires à leur mise en œuvre.

Considérant qu'il convient désormais de lancer la procédure de consultation pour la réalisation des travaux ;

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser le Maire à engager les démarches nécessaires à la passation du marché public, à signer les pièces administratives afférentes à cette procédure, et à conclure le marché avec le ou les prestataires retenus.

**Adopté à l'unanimité.**

## **15/ Autorisation pour le lancement du marché : la gloriette**

Vu les délibérations n°2, 3 et 4 en date du 20 février 2025, portant sur le projet global de reviviscence du cœur de village dans le cadre du dispositif « Villages d'Avenir », et relatives :

- La transformation de la gloriette et de son jardinet en lieu d'accueil de commerces ambulants ;

lesquelles actent le principe de réalisation de ces opérations et sollicitent les subventions nécessaires à leur mise en œuvre.

Considérant qu'il convient désormais de lancer la procédure de consultation pour la réalisation des travaux ;

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser le Maire à engager les démarches nécessaires à la passation du marché public, à signer les pièces administratives afférentes à cette procédure, et à conclure le marché avec le ou les prestataires retenus.

**Adopté à l'unanimité.**

#### **16/ Autorisation pour le lancement du marché : atelier artisanal**

Vu les délibérations n°2, 3 et 4 en date du 20 février 2025, portant sur le projet global de reviviscence du cœur de village dans le cadre du dispositif « Villages d'Avenir », et relatives :

- la création d'un atelier artisanal dans la maison du four ;

lesquelles actent le principe de réalisation de ces opérations et sollicitent les subventions nécessaires à leur mise en œuvre.

Considérant qu'il convient désormais de lancer la procédure de consultation pour la réalisation des travaux ;

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser le Maire à engager les démarches nécessaires à la passation du marché public, à signer les pièces administratives afférentes à cette procédure, et à conclure le marché avec le ou les prestataires retenus.

**Adopté à l'unanimité.**

#### **17/ Demande de subvention auprès du Parc national du Mercantour – Réaménagement du Point Info communal**

Vu les dispositifs de soutien financier du Parc national du Mercantour, notamment dans le cadre de la Dotation de Gestion des Fonctionnalités (DGF) ;

Vu la baisse de fréquentation constatée au niveau du point info communal, pourtant historiquement très fréquenté en saison touristique ;

Considérant l'évolution des usages des visiteurs, de plus en plus enclins à s'informer en ligne avant leur venue ou durant leur séjour, rendant nécessaire une adaptation de l'offre d'accueil physique ;

Considérant que la commune souhaite réaménager et moderniser le point info afin d'en faire un espace polyvalent, attractif et connecté, mieux adapté aux attentes actuelles du public ;

Considérant que le projet consiste à transformer le point info en un espace en libre-service, accessible à tous, aménagé de manière interactive et inclusive, intégrant :

- des panneaux informatifs clairs et lisibles,
- des dispositifs numériques permettant une consultation facile et autonome des informations touristiques, patrimoniales et pratiques (tablettes, QR codes, écrans interactifs),
- ainsi que d'autres supports de médiation (brochures, plans, affichages temporaires) pour répondre à différents profils d'utilisateurs (familles, randonneurs, etc.) ;

Considérant que le coût total du projet s'élève à un montant prévisionnel de 60 950,00 €, Il propose la répartition suivante pour le financement du projet :

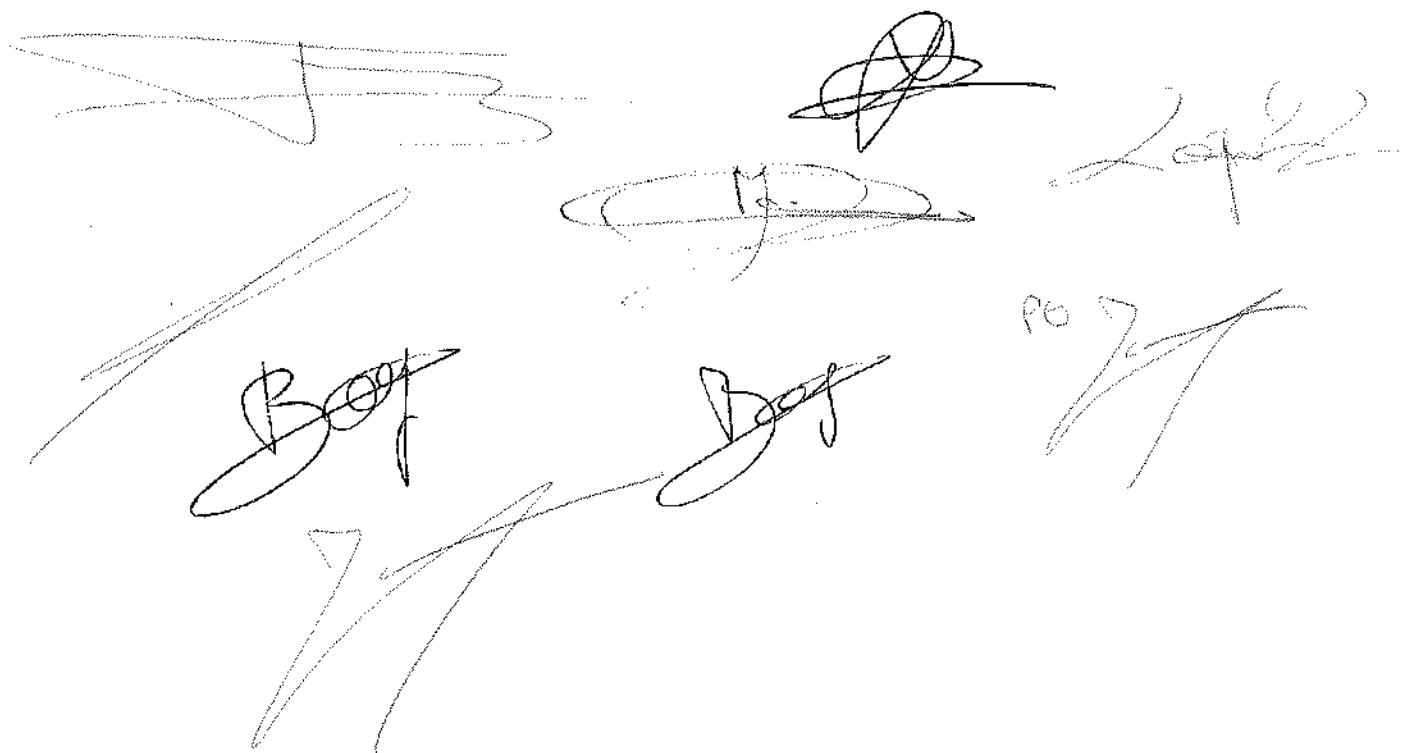
<b>Montant prévisionnel HT du projet</b>		60 950,00
<b>PNM (DGF 2025)</b>	15 227,00	
<b>PNM (DGF 2026)</b>	15 227,00	
<b>Commune d'Entraunes</b>	30 496,00	
<b>Total</b>	60 950,00	60 950,00

**Adopté à l'unanimité.**

**17/ Point sur les travaux**

- Les parapets du parking ont été réalisés.
- Réalisation de l'alimentation de la maison du Four en eau.
- Appartement au second étage de la mairie a été libéré et nettoyé.
- Le changement de la porte d'entrée et retrait du volet roulant du secrétariat a été réalisés.
- Le jardin d'enfants : les goulottes en bois ont été remplacées ainsi que les planchers des deux cabanes.
- Pour information, il y a eu un glissement de terrain au ravin du Brec. Le Département va se charger des travaux de réouverture du sentier (GR52A).

Fin de la séance à 19h31

The block contains several handwritten signatures and initials. At the top left is a long, horizontal signature. To its right is a circular signature. Further right is a signature that appears to be 'Lap'. Below the long signature on the left is another signature. In the center, there is a signature that looks like 'Bo'. To the right of 'Bo' is another signature. At the bottom right, there is a signature with the initials 'PO' written above it. At the very bottom, there is a large, stylized signature that spans across the width of the block.